



## FLASH JUILLET 2018 / N°5/18

Publication mensuelle sur l'état de la conjoncture ivoirienne

DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES (DPPSE)

**SYNTHÈSE***Tous les chiffres sont à fin juillet 2018 sauf indications contraires, valeurs en FCFA***Consolidation de l'économie mondiale**

L'économie mondiale continue de se raffermir, en dépit des tensions commerciales entre les États-Unis et certains de ses partenaires commerciaux. Au deuxième trimestre 2018, la croissance du PIB s'est accélérée aux États-Unis (+1,0% après +0,5% au premier trimestre 2018) et en Chine (+1,8% après +1,4% au premier trimestre 2018), tandis que la zone euro maintient son rythme de progression à 0,4%.

En **Afrique subsaharienne**, la reprise devrait se poursuivre, portée par la hausse des prix de certains produits de base, notamment le pétrole brut. Toutefois, l'économie sud-africaine est entrée techniquement en récession (-0,2% au deuxième trimestre 2018 contre -0,7% au premier trimestre).

Sur le **marché des matières premières** en moyenne sur les sept mois écoulés de l'année 2018, les cours des principaux produits de base connaissent une évolution contrastée. En effet, les cours du cacao (+17,0%), du coton (+8,9%) et du pétrole brut (+36,1%) s'accroissent tandis que ceux du caoutchouc (-28,5%), de l'huile de palme (-7,9%) et du café (-14,2%) se replient.

Sur le **marché des changes**, l'euro s'apprécie par rapport au dollar américain (+10,4%) et à la livre sterling (+2,1%) en moyenne sur la période sous revue. En évolution mensuelle, l'euro se renforce également et gagne 0,1% et 1,0% respectivement sur le dollar et la livre sterling.

**Au niveau national**, l'activité économique évolue dans un contexte propice marqué par un climat socio-économique apaisé et l'exécution des chantiers publics dans le cadre de la mise en œuvre du PND 2016-2020.

**Activités économiques nationales en croissance**

Dans le **secteur primaire**, les productions d'anacarde (+0,7%), de café (+323,1% à fin juin 2018), de caoutchouc (+14,2% à fin juin 2018), de coton (+27,7%) et de sucre (+4,8%) progressent tandis que celles de cacao (-3,3% à fin juin 2018), de banane (-1,4%) et d'ananas (-14,1%) baissent. Les perspectives de fin d'année sont favorables, en lien avec la poursuite de la consolidation des productions de caoutchouc et d'anacarde.

**Le secteur secondaire** poursuit sa bonne orientation, porté par la hausse à la fois des BTP (+18,2%) et de l'activité industrielle (+4,8%). L'indice de la production industrielle progresse sous l'effet du dynamisme des industries manufacturières (+7,5%), de la hausse modérée de la branche « Electricité gaz et eau » (+0,8%) et de la contraction de l'activité extractive (-9,6%). Hors extraction, l'activité industrielle progresse de 6,9%. S'agissant des BTP, ils bénéficient notamment de l'exécution des grands chantiers publics.

**Le secteur tertiaire** maintient également son évolution favorable. L'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail (+8,7%), le transport terrestre (+11,2%), le nombre de passagers commerciaux dans l'aérien (+3,6%), ainsi que le trafic global de marchandises dans le maritime (+4,2%) et le ferroviaire (+21,4%) progressent.

**Les prix à la consommation** restent quasiment stables en moyenne sur la période sous revue. Cette situation découle de l'effet combiné du repli des prix des produits alimentaires (-1,3%) et du renchérissement des prix de produits non alimentaires (+0,5%).

Par ailleurs, l'inflation s'établit à 0,4% en moyenne annuelle, en deçà de la norme communautaire fixée à 3%.

Dans le secteur moderne, le **marché de l'emploi**<sup>1</sup> formel progresse de 7,7%, correspondant à une création nette de 71 165 emplois sur un an. Cette hausse est attribuable aussi bien au secteur privé (+8,2% ; +59 065 emplois) qu'au secteur public (+5,9% ; +12 100 emplois).

A fin juillet 2018, la situation des **finances publiques** fait ressortir un niveau de recouvrement des recettes et dons de 2 785,4 milliards contre 2 705,4 milliards à la même période de 2017, soit un surplus de 80,0 milliards attribuable à la performance des recettes fiscales. Les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 3 269,0 milliards contre 3 147,1 milliards un an plus tôt, enregistrant une hausse de 121,9 milliards. Les dépenses d'investissement sont ressorties à 832,4 milliards en repli de 54,3 milliards. Quant aux dépenses pro-pauvres, elles se sont situées à 1 387,1 milliards à fin juillet 2018.

<sup>1</sup> Données de la Solde et de la CNPS

Il se dégage un solde primaire de base et un solde budgétaire déficitaires respectivement de 7,6 milliards et 483,6 milliards. Ce déficit est financé par un recours au marché monétaire et financier sous régional pour un montant de 123,4 milliards et l'émission d'un eurobond de 1 115,1 milliards.

Les **échanges extérieurs** en commerce spécial et hors biens exceptionnels, au cours des sept premiers mois de l'année 2018, se caractérisent en valeur par une progression des importations (+12,4%) et un repli des exportations (-12,0%) en glissement annuel. Il en résulte un excédent commercial de 616,7 milliards moins prononcé que l'excédent de 1 535,2 milliards réalisé en juillet 2017.

Au niveau des **conditions de banques**, en termes cumulés à fin juillet 2018, les nouvelles mises en place de crédits ordinaires s'établissent à 2 800,2 milliards, en augmentation de 12,2% (+304,4 milliards) par rapport à la période correspondante de 2017. Le taux moyen appliqué aux crédits ordinaires se situe à 6,2%, en baisse de 0,2 point de pourcentage.

Sur le **marché financier** sous régional, les indices BRVM 10 (-12,8%) et BRVM composite (-16,5%) baissent, en relation avec le repli de la quasi-totalité des indices sectoriels. Quant à la capitalisation boursière, elle s'accroît de 0,6%, portée par un accroissement de 12,3% de la capitalisation du marché des obligations.

**En conclusion**, l'activité économique est marquée par des évolutions globalement favorables des secteurs secondaire et tertiaire. En outre, le secteur primaire devrait bénéficier, sur le reste de l'année, de développements, de la poursuite du redressement de la commercialisation de l'anacarde et l'entrée en production de nouvelles plantations d'hévéa. Par ailleurs, concernant les finances publiques, les soldes budgétaires restent maîtrisés. Quant au secteur bancaire, il maintient sa confiance en l'économie. Dans ce contexte, la croissance annuelle du PIB serait soutenue en 2018.

## CONTEXTE ECONOMIQUE

### *Consolidation de l'économie mondiale sur fond de tensions*

L'**économie mondiale** se maintient en hausse, malgré les risques liés aux tensions commerciales grandissantes entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires commerciaux. La croissance économique mondiale devrait progresser de 3,9% en 2018 après +3,7% en 2017, selon les dernières prévisions du FMI publiées en juillet 2018.

Dans les **pays avancés**, l'activité économique demeure solide au deuxième trimestre 2018, portée par le dynamisme aux **Etats-Unis** (+1,0% après +0,5% au premier trimestre 2018). L'économie américaine bénéficie d'un marché du travail vigoureux qui soutient la confiance et la consommation des ménages.

Dans la **zone euro**, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) atteint +0,4%, tout comme au premier trimestre 2018, il affiche une accélération en Allemagne (+0,5% après 0,4% au premier trimestre 2018) et reste positif en Espagne (+0,6% après 0,7% au premier trimestre 2018) en Italie (+0,2% après 0,3% au premier trimestre 2018) et en France (+0,2% tout comme au premier trimestre). La zone européenne continue de tirer profit de la hausse de la demande soutenue par des conditions financières toujours accommodantes.

Au **Royaume-Uni**, le PIB progresse nettement au deuxième trimestre (+0,4 % après +0,2 % au premier trimestre 2018), soutenu par le dynamisme de la demande intérieure tandis que le commerce extérieur reste atone.

Au **Japon**, l'activité se redresse au deuxième trimestre (+0,7% contre -0,2% au premier trimestre 2018). Cette embellie est tirée par le rebond de la consommation privée, de la demande extérieure ainsi que de l'investissement.

Dans les **pays émergents** et les **pays en développement**, les perspectives de croissance deviennent plus inégales, sur fond de la montée des prix du pétrole, de la hausse des rendements aux États-Unis et de l'escalade des tensions commerciales.

Ainsi, en **Chine**, le PIB progresse de 1,8% au deuxième trimestre 2018 après +1,4% au premier trimestre, en raison de la croissance observée dans les services, les industries et une accélération des exportations par crainte des futurs droits de douane américains.

L'économie **russe** reprend avec un taux de croissance qui s'établit à +0,9% au premier trimestre 2018. Cette évolution est soutenue

par la consommation des ménages qui bénéficie de la hausse des salaires dans le secteur public et d'un niveau bas des prix à la consommation.

L'**économie indienne**, reste dynamique, grâce au rebond des investissements et de la consommation des ménages. Le taux de croissance se situe à +1,9% au deuxième trimestre 2018 après +2,0% au premier trimestre 2018.

Le PIB du **Brésil** progresse de 0,2% au deuxième trimestre 2018 contre +0,1% au premier trimestre, soutenu par la hausse de la demande intérieure notamment, la consommation des ménages et dans une moindre mesure l'investissement.

En **Afrique subsaharienne**, la reprise devrait se poursuivre, portée par la hausse des prix des produits de base.

L'économie **sud-africaine** plonge dans la récession. En effet, le PIB du pays le plus industrialisé du continent s'est contracté de 0,2% au deuxième trimestre 2018, après avoir déjà dégringolé de 0,7% au premier trimestre. Le pays souffre des mauvaises performances des secteurs de l'agriculture et du transport, en dépit de la progression du secteur minier.

Au **Nigéria**, le taux de croissance du PIB est retombé à 1,5% au deuxième trimestre 2018, après 1,9% au premier trimestre. Cette décélération de l'économie nigériane provient de la réduction de la production de pétrole brut consécutive au recul de ses cours par rapport au trimestre précédent.

### *Rebond des cours du cacao et du pétrole brut*

Au terme des sept premiers mois de l'année 2018, les cours moyens des principaux produits de base enregistrent une évolution contrastée, comparés à la période correspondante de 2017. En effet, les cours du cacao (+17,0%), du coton (+8,9%), de l'or (+5,5%), du pétrole brut (+36,1%), du maïs (+0,9%) et du riz blanchi (+11,1%) se raffermissent. Par contre, ceux du café (-14,2%), de l'huile de palme (-7,9%) et du caoutchouc (-28,5%) chutent.

En évolution mensuelle, le cours du cacao se contracte de 2,2% sur le marché de Londres pour atteindre 2 357,1 dollars la tonne contre 2 410,8 dollars la tonne le mois précédent. De même, le cours du pétrole brut recule modérément de 0,3% sur la période sous revue.

***Poursuite de la consolidation de l'euro***

Sur le **marché des changes**, l'euro s'apprécie par rapport au dollar américain (+10,4%) et à la livre sterling (+2,1%) en moyenne sur la période sous revue. En évolution mensuelle, l'euro se renforce et gagne respectivement 0,1% et 1,0% sur le dollar et la livre sterling. La monnaie commune bénéficie des chiffres encourageants sur l'état de l'économie européenne. Mais cette situation pourrait contrarier les exportations et la compétitivité.

***Consolidation de l'économie nationale***

**Au plan national**, l'activité évolue dans un environnement favorable, caractérisé par la poursuite des grands chantiers publics, un climat socio-économique apaisé et la poursuite de la mise en œuvre des réformes en faveur du climat des affaires.

Au premier semestre 2018, le Centre de Promotion des Investissements a enregistré 7 423 entreprises créées, en accroissement de 18,4% par rapport à la période correspondante de 2017.

Aussi, dans le cadre de la poursuite de la lutte contre la cherté de la vie, et en vue d'améliorer significativement les revenus des producteurs, le Gouvernement veille à l'application de l'ensemble des mesures prises aussi bien pour le plafonnement des prix que contre les sorties frauduleuses de produits agricoles.

Réalisations sectorielles à fin juillet 2018, comparées à celles de fin juillet 2017, Valeurs en FCFA

## Secteur réel

Le secteur réel bénéficie du redressement de la commercialisation de l'anacarde dans l'agriculture d'exportation ainsi que du maintien à la hausse des secteurs secondaire et tertiaire.

### Secteur primaire

#### *Redressement de l'agriculture d'exportation*

Le secteur primaire connaît une évolution contrastée à fin juillet 2018. Toutefois, la situation de l'agriculture d'exportation s'améliore avec la confirmation du redressement de la commercialisation de la noix de cajou. De l'analyse des données disponibles, il ressort que les productions de caoutchouc, de café, de coton graine et de sucre augmentent tandis que celles de cacao, de banane et d'ananas se contractent.

La production de **cacao** ressort à 866 303,0 tonnes à fin juin 2018, accusant une baisse de 3,3% moins prononcée que celle enregistrée à fin mars 2018 (-5,1%). La grande campagne couvrant la période allant de septembre à décembre devrait permettre de rattraper le gap. Le prix minimum bord champ garanti pour la période de janvier à juin 2018 a été de 700 FCFA, procurant aux producteurs un revenu brut cumulé de 1 282,9 milliards.

La production de **café** s'accroît de 323,1% pour se situer à 118 273,0 tonnes. Cette hausse est due à une reprise de la production après une forte baisse enregistrée en 2017. Le prix bord champ est de 750 FCFA pour la présente campagne. Le revenu brut cumulé perçu par les producteurs a été de 88,7 milliards.

La production d'**anacarde** enregistre une hausse de 0,7% après un repli observé sur le premier semestre 2018. Cette inversion est en relation avec la reprise progressive de la commercialisation. Toutefois, la filière anacarde reste confrontée à la chute brutale des prix internationaux qui perturbe la commercialisation depuis le début de l'année. Dans ce contexte, le Gouvernement vient d'opérer une

réduction du DUS sur l'anacarde qui passe de 10% à 3% du prix à l'exportation.

Au niveau de la transformation, à fin juillet 2018, 55 555 tonnes de noix de cajou ont été reçues par les unités de transformation soit 55% des 100 000 tonnes transformées prévus. Le taux de transformation se situe ainsi à 7,8% contre 6,6% en 2017. Les unités de production fonctionnelles sont au nombre de 25 pour une capacité totale de 116 350 tonnes, soit environ 15% de la production prévisionnelle nationale.

Le **caoutchouc** affiche une production de 291 112,8 tonnes à fin juin 2018, en augmentation de 14,2%. Cette embellie résulte de la mise en saignée des plantations créées dans le cadre des actions de promotion du Fonds de Développement Hévéa (FDH) menées de 2009 à 2012. La production devrait continuer à croître au fur et à mesure que ces plantations arriveront à maturité.

La production de **coton graine** s'accroît de 27,7% pour atteindre 278 080,3 tonnes, portée par l'amélioration du rendement qui s'est situé à 1 260 kg/ha contre 955kg/ha pour la campagne précédente. La mise en œuvre effective du zonage industriel a permis cet accroissement de la productivité. La campagne 2017-2018 s'est achevée en avril dernier et la nouvelle campagne devrait débuter en octobre 2018.

La **production sucrière** se situe à 111 829,1 tonnes à fin juillet 2018 contre 106 675,9 tonnes pour la même période en 2017, soit une augmentation de 4,8%. Cette évolution provient de l'extension des surfaces cultivées, de l'accroissement des rendements et de l'amélioration des taux d'extraction des usines. La campagne sucrière s'est arrêtée en mai et devrait reprendre en octobre 2018. L'objectif de la filière est de combler le déficit structurel de la production locale et d'atteindre une production de 300 000 tonnes en 2023.

La production de **banane dessert** s'établit à 234 984,7 tonnes en baisse de 1,4%. La production pâtit des conditions climatiques défavorables.

La production d'ananas ressort à 24 853,4 tonnes et se contracte de 14,1%. La filière souffre de son manque de structuration et de l'intensification de la concurrence des fruits latino-américains sur ses principaux marchés d'exportation.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	7 mois 2017	7 mois 2018	Variation (%)
Cacao*	895 787,7	866 303,0	-3,3
Café*	27 952,0	118 273,0	323,1
Anacarde	710 561,7	715 416,0	0,7
Caoutchouc	254 982,3	291 112,8	14,2
Ananas	28 921,7	24 853,4	-14,1
Banane	238386,4	234 984,7	-1,4
Coton	217 729,8	278 080,3	27,7
Sucre	106 675,9	111 829,1	4,8

Source : DGE, OPA, MINADER

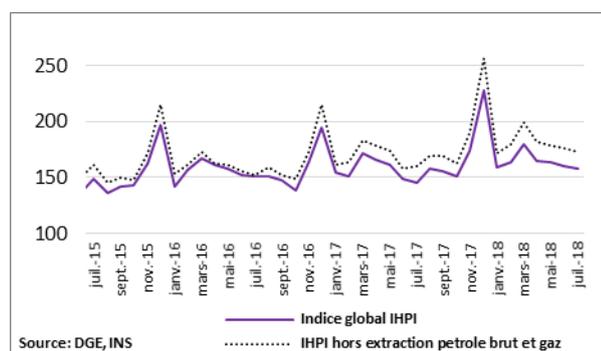
\*Données à fin juin 2018

## Secteur secondaire

### Consolidation de l'activité industrielle

Sur les sept premiers mois de l'année 2018, l'activité industrielle conserve ses performances et s'inscrit en nette hausse de 4,8%. Ce comportement favorable est attribuable à la production manufacturière et à l'activité de la branche « électricité, gaz et eau » qui augmentent respectivement de 7,5% et 0,8%. A l'inverse, les industries extractives (-9,6%) se contractent. Hors extraction, l'activité industrielle croît de 6,9%.

Graphique 1 : Indice harmonisé de la production industrielle

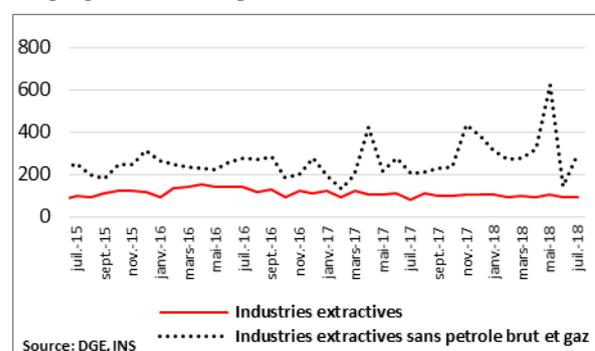


L'activité des industries extractives enregistre une baisse de 9,6% en lien avec le recul de la sous-branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel; activité annexe » (-11,5%), malgré l'embellie enregistrée au niveau des « autres activités extractives » (+35,5%).

En effet, la production de pétrole brut se contracte de 14,4% pour s'établir à 5 585,4 milliers de barils à fin juin 2018. Cette contre-performance provient du recul observé au niveau de la plupart des permis notamment des permis CI-40 (-18,8%), CI-27 (-39,3%) et CI-11 (-49,5%). Quant au permis CI-26, il croît de 8,1%. Les investissements complémentaires prévus à la suite des études sur les réserves, devraient permettre de relancer la production.

De même, la production gazière ressort en repli de 7,9% pour se situer à 1 114,3 millions de mètres cubes. Cette baisse est imputable à un retrait de la demande des opérateurs de la production de l'électricité de source thermique.

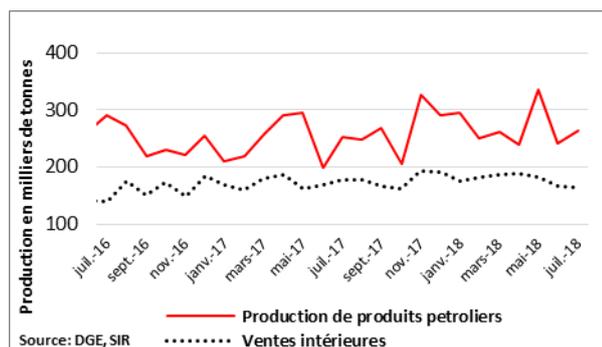
Graphique 2 : Indice de production des industries extractives



L'activité manufacturière ressort en hausse de 7,5%, portée par les activités des « industries agroalimentaires et tabac » (+17,8%), des « industries métalliques » (+13,0%), des « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+4,1%), des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+4,4%), de la « fabrication de machines et matériel de tous types » (+18,9%) ainsi que des « industries textiles et cuir » (+2,8%). Par contre, les « industries du bois et meubles » reculent de 5,6%.

La production des produits pétroliers s'améliore de 9,3% pour s'établir à 1 885 565 tonnes, soutenue par la demande intérieure (+3,3%), et les ventes à l'extérieur qui augmentent modérément (+0,9%). La hausse de la production de super (+10,9%), du DDO (+26,6%) et dans une moindre mesure du fuel-oil (-20,8%) contribue à entretenir cette embellie. Toutefois, celle du gasoil stagne (+0,0%).

Graphique 3: Production et vente de produits pétroliers



L'indice de la production de la branche « électricité, gaz et eau » connaît une hausse modérée de 0,8% en raison de l'effet conjoint d'une stabilité de la « production et distribution d'électricité » et d'une hausse de 3,1% du « captage, traitement et distribution d'eau ».

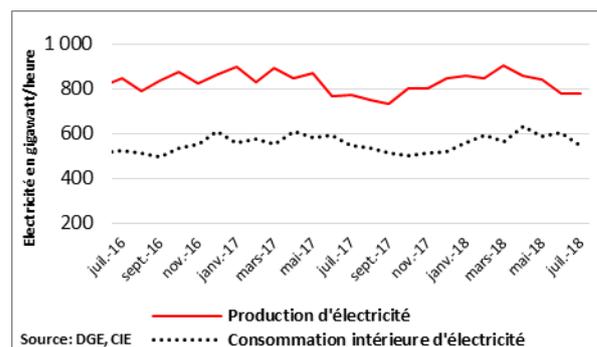
La production intérieure nette d'électricité atteint 5 871,7 Gwh et s'affiche en quasi-stabilité. Cette évolution découle du recul de la production d'énergie de source thermique (-10,3%) et de la forte croissance de celle de source hydraulique (+61,1%). L'énergie électrique de source thermique pâtit du retrait enregistré au niveau de la majorité des centrales notamment, Vridi 1 (-37,5%), AZITO ENERGIE (-6,3%), CIPREL (-5,4%) et AGGREKO (-23,4%). En effet, dans le souci de contenir les coûts de production de l'électricité et d'améliorer la compétitivité des industries ivoiriennes, le Gouvernement privilégie la production de l'électricité de source hydraulique, moins onéreuse.

L'offre totale d'électricité de 5 881,0 Gwh a permis de couvrir la consommation intérieure de 4 092,2 Gwh et la demande étrangère de 649,4 Gwh.

La consommation nationale d'énergie électrique augmente de 1,8%, sous l'effet de la hausse de la demande d'énergie de moyenne tension (+4,0%) tandis que la consommation d'énergie de basse tension stagne.

S'agissant de l'exportation d'électricité, elle baisse de 14,8%, impactée par l'arrêt des ventes d'énergie à destination du Ghana, du Togo et du Bénin.

Graphique 4: Production et consommation d'électricité



### Évolution positive du BTP

L'indicateur avancé du BTP, consolide sa bonne orientation en s'inscrivant en nette progression de 18,2% au terme des sept premiers mois de l'année 2018. Cette dynamique du secteur est portée par l'évolution positive de la consommation de « béton » (+13,5%), de « graviers » (+53,6%) et de « bitume » (+156,7%). En revanche, les ventes de « tôles et bacs » (-15,2%), de « ciment » (-2,1%), de « sable » (-57,0%), et de « câbles et fils électriques » (-0,4%) reculent.

### Secteur tertiaire

#### Poursuite de la tendance haussière

Le secteur tertiaire bénéficie de la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes que sont le commerce de détail ainsi que les transports maritime, ferroviaire et aérien.

#### Dynamisme du commerce de détail

L'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détails s'accroît de 8,7% en termes nominaux et de 8,5% en termes réels. Cette dynamique est portée par l'ensemble des branches, exception faite des ventes des « produits de l'alimentation » dont le chiffre d'affaires recule de 3,4% du fait de la concurrence du secteur informel.

Ainsi, les branches « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+18,5%) et « articles d'équipement de la personne » bénéficient d'une hausse de la demande et s'accroissent respectivement de 18,5% et 6,8%. Les ventes de « produits pétroliers » progressent également de 16,2%, traduisant notamment un accroissement du trafic urbain et interurbain.

Dans la branche « produits d'équipement de logement » l'indice du chiffre d'affaire est en hausse de 5,9% grâce au dynamisme des BTP.

### ***Progression continue dans le transport***

#### ***Embellie du transport aérien***

Le nombre de passagers commerciaux dans le **transport aérien** demeure à la hausse, avec un accroissement de 3,6% par rapport à la période correspondante de 2017. Cette bonne performance est portée essentiellement par le trafic hors Afrique qui progresse globalement de 11,0%. Ainsi, le nombre de passagers commerciaux vers l'Europe s'accroît de 10,9% et celui vers le reste du monde (hors Afrique et Europe) augmente de 11,2%, boosté par l'ouverture des lignes directes vers les USA. A contrario, le trafic national et celui vers le reste de l'Afrique (hors CEDEAO) reculent respectivement de 4,5% et 0,9% par rapport à juillet 2017, tandis que le trafic vers la CEDEAO stagne (+0,1%).

#### ***Poursuite de la croissance dans le transport ferroviaire***

A fin juillet 2018, le **transport ferroviaire** reste dynamique avec un trafic total de marchandises qui s'accroît de 21,4%, porté essentiellement par les échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso qui ont bondi de 12,6% par rapport à la période correspondante de 2017. Le trafic ferroviaire bénéficie également de la vigueur retrouvée du trafic national.

#### ***Evolution favorable dans le transport maritime***

Le trafic global de marchandises dans le **transport maritime** augmente de 4,2% sous l'impulsion du Port d'Abidjan (+6,1%), en dépit d'un repli du trafic (-6,2%) au Port de San Pedro.

Au niveau du **Port d'Abidjan**, cette croissance est portée par le trafic national qui augmente de 13,5% malgré un recul des activités de transbordement et de transit respectivement de 61,2% et 16,8%.

La bonne santé du trafic national se ressent au niveau de l'ensemble de ses composantes, notamment les marchandises générales (+12,1%), les produits pétroliers (+17,1%) et les produits de pêche (+6,2%).

Au niveau du **Port de San Pedro**, le trafic global de marchandises recule de 6,2% du fait de la baisse des exportations de 11,7%, alors que les quantités importées augmentent de 4,1%.

Le **transport terrestre** reste également bien orienté, au regard de la consommation des carburants super et de gasoil qui augmente de 11,2%.

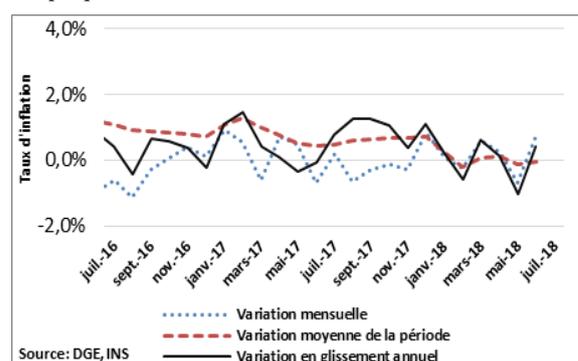
### ***Inflation modérée***

Sur la période sous revue, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) reste quasiment stable. Cette situation provient de l'effet conjugué d'une hausse des prix des produits non alimentaires (+0,5%) et d'une baisse des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1,3%). Les produits alimentaires continuent de bénéficier de la politique d'encadrement des prix initiée par le Gouvernement en vue de lutter contre la vie chère.

La baisse des prix des denrées alimentaires a concerné les produits laitiers et œufs (-2,6%), les huiles et graisses (-5,7%), les fruits (-5,3%), les légumes frais (-8,2%) ainsi que les tubercules et plantains (-7,3%).

Par contre, les prix des céréales non transformées et ceux des poissons enregistrent des hausses respectives de 1,0% et 2,3%.

**Graphique 5 : Evolution des taux d'inflation**



S'agissant des prix des produits non alimentaires, ils croissent sous l'effet du renchérissement des prix des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+3,6%), des « restaurants et hôtels » (+1,5%), du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,9%) et du transport (+0,5%). Ces hausses sont amoindries par le reflux des prix de la communication (-3,0%), de la santé (-1,5%) et de l'enseignement (-0,2%).

L'inflation, en moyenne annuelle, se situe à 0,4%, en dessous du seuil de convergence communautaire de 3% fixé par l'UEMOA.

### *Hausse continue des effectifs dans l'emploi moderne*

Le nombre de salariés dans le **secteur moderne** continue de croître, sous l'impulsion d'un secteur privé dynamique, avec une création nette de 71 165 emplois en un an, dont 59 065 dans le secteur privé et 12 100 dans le public. Ainsi le nombre total de salariés augmente de 7,7%.

Dans le secteur privé, le nombre de salariés a atteint 782 848, en progression de 8,2%. Le secteur public, quant à lui, enregistre une hausse de 5,9% portant le nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat à 218 420.

### *Finances Publiques*

A fin juillet 2018, les finances publiques sont caractérisées par une hausse aussi bien des recouvrements des recettes totales et dons que des dépenses totales et prêts nets par rapport à la même période de 2017. Les recettes totales et dons se sont affichés à 2 785,4 milliards en hausse de 80,0 milliards par rapport à juillet 2017. S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont connu une augmentation de 121,9 milliards pour se situer à 3 269,0 milliards.

### *Amélioration de la mobilisation des recettes fiscales*

L'accroissement des recettes totales et dons provient principalement d'une mobilisation plus importante des recettes fiscales (+81,3 milliards) imputable au dynamisme de l'activité économique.

En effet, les recettes fiscales ont été marquées par une forte mobilisation des impôts directs (+79,0 milliards), des droits et taxes à l'importation (+74,7 milliards), et des autres recettes affectées (+39,8 milliards). Ces efforts de mobilisation ont été amoindris par la contre-performance des droits et taxes à l'exportation (-71,9 milliards) et les impôts sur les biens et services (-46,7 milliards), expliquée aussi bien par la baisse des volumes exportés de cacao que par l'abandon des droits d'enregistrement café-cacao au

profit de la filière en vue de soutenir les prix aux producteurs.

Par ailleurs, les dons ont été mobilisés à hauteur de 136,1 milliards en baisse de 14,5 milliards par rapport à Juillet 2017.

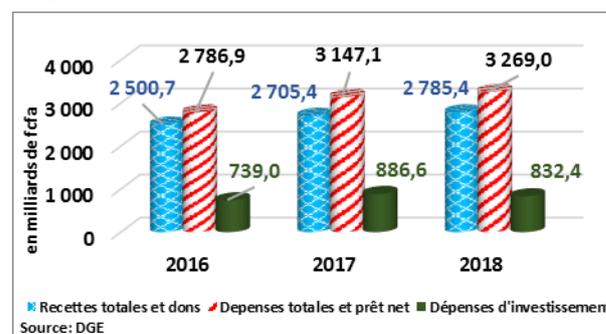
### *Repli des dépenses de fonctionnement et d'investissement*

La progression des dépenses totales et prêts nets (+121,9 milliards) découle essentiellement d'une hausse des dépenses de personnel (+115,4 milliards pour s'afficher à 976,3 milliards) en lien avec les recrutements dans les secteurs sociaux, d'une augmentation des subventions et transferts accordés (+35,7 milliards), des paiements plus élevés du niveau des intérêts de la dette (+35,7 milliards). Toutefois ces accroissements ont été contenus par une sous-consommation des dépenses de fonctionnement (-50,6 milliards) et un repli des investissements (-54,3 milliards pour se situer à 832,4 milliards).

### *Financement*

A fin juillet 2018, le solde primaire de base et le solde budgétaire sont tous deux déficitaires respectivement de 7,6 milliards et de 483,6 milliards. Ce déficit est financé par un recours au marché monétaire et financier sous régional pour un montant de 123,4 milliards de bons de Trésor (dont 64,6 milliards de bons base trésorerie) et par l'émission d'un eurobond de 1 115,1 milliards. Par ailleurs, ces ressources ont contribué au remboursement de l'amortissement de la dette publique d'un montant de 655,0 milliards et à l'apurement des restes à payer des fournisseurs.

Graphique 6 : Indicateurs des finances publiques à fin juillet



## Echanges extérieurs

### **Reflux en valeur des exportations sous l'effet de la baisse des prix**

Les **échanges extérieurs** en commerce spécial et hors biens exceptionnels, au cours des sept premiers mois de l'année 2018, se caractérisent en valeur par une progression des importations (+12,4%) et un repli des exportations (-12,0%) en glissement annuel. Il en résulte un excédent commercial de 616,7 milliards en deçà de l'excédent de 1 535,2 milliards réalisé à fin juillet 2017. Par ailleurs, les termes de l'échange reculent de 12,6%, sous l'effet d'une baisse des prix à l'exportation (-10,7%) et une légère hausse des prix des importations.

La baisse en valeur des exportations provient des produits primaires (-14,8%) et des produits transformés (-6,4%), pénalisés par la chute des prix de 12,1% et 8,2%, respectivement.

La contraction des produits primaires en valeur est attribuable au cacao fèves (-26,0%), à la noix de cajou (-15,2%) et au caoutchouc (-13,5%).

Concernant les produits transformés, le repli des exportations est imputable aux produits de la première transformation (-10,5%), notamment le cacao transformé (-20,7%) qui subit un recul des prix de 20,0%.

Quant aux importations, leur bonne progression en valeur est soutenue par l'ensemble des composantes, spécifiquement les biens intermédiaires (+32,4%) et les biens d'équipement (+16,0%).

Les biens intermédiaires bénéficient des achats de pétrole brut (+60,3%), de produits chimiques (+14,6%) et de « fer, fonte acier et ouvrage en métaux » (+33,2%). Par ailleurs, il est noté une progression des importations de clinker aussi bien en volume (+8,8%) qu'en valeur (+8,3%).

Les biens d'équipement sont tirés par une hausse des commandes de matériels de transport routier (+35,7%), de machines électriques (+26,6%) et de machines mécaniques (+19,2%).

## Situation financière

Les conditions de banques font ressortir, en termes cumulés sur les sept premiers mois de l'année 2018, des hausses des nouvelles mises en place de crédits ordinaires, des escomptes d'effets de commerce et des dépôts de 12,2%, 13,7% et 6,7% respectivement.

Au niveau des crédits ordinaires, le montant cumulé des nouvelles mises en place s'élève à 2 800,2 milliards contre 2 495,8 milliards sur la même période en 2017, en progression de 12,2% (+304,4 milliards). Cette hausse provient de l'augmentation des crédits accordés aux « Particuliers » (+219,9 milliards), aux « Clients divers » (+75,5 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (+24,8 milliards), à la « Clientèle financière » (+4,2 milliards), aux « Personnels des banques » et aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (+3,7 milliards). Cette croissance a été atténuée par la baisse des crédits octroyés aux « Entreprises individuelles » (-13,6 milliards), aux « Coopératives et groupements villageois » (-10,8 milliards), aux « Autres sociétés » (-7,5 milliards) et aux « Assurances et caisses de retraite » (-2,6 milliards).

Le montant cumulé des effets de commerce escomptés ressort à 592,6 milliards à fin juillet 2018, contre 522,5 milliards à la même période de 2017, soit une hausse de 13,4% (+70,1 milliards). Pour les dépôts, le montant cumulé sur la même période se situe à 1 074,5 milliards, en accroissement de 6,7% (+67,8 milliards).

En ce qui concerne les moyennes des taux appliqués, elles ont subi des baisses respectives de 0,2 point de pourcentage pour les crédits ordinaires et les dépôts et de 0,1 point de pourcentage pour les escomptes d'effets de commerce.

Les taux moyens appliqués se situent ainsi à 6,2% pour les crédits ordinaires, à 6,9% pour les escomptes d'effets de commerce et à 4,8% pour les dépôts.

### **Morosité du marché boursier sous régional**

Les principaux indices de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) continuent de reculer alors que la

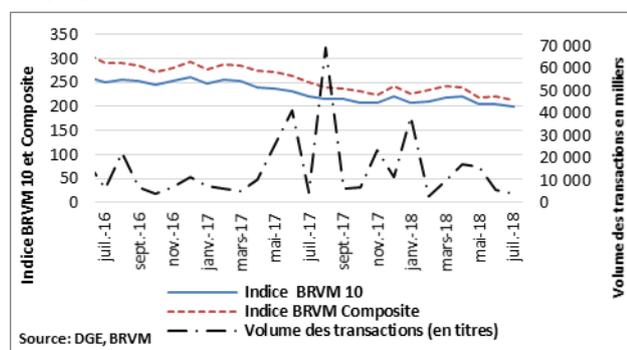
capitalisation boursière s'accroît légèrement soutenue par la hausse de la capitalisation du marché des obligations.

En effet, les indices BRVM 10 et BRVM composite fléchissent respectivement de 12,8% et de 16,5%. Cette baisse est imputable au recul de la quasi-totalité des indices sectoriels notamment les indices « BRVM-Industries » (-30,7%), « BRVM – Distribution » (-25,7%) et « BRVM – Finances » (-19,2%). Seul l'indice « BRVM – Autres secteurs » reste dans le vert avec un accroissement de 9,5%.

Au niveau de la capitalisation boursière, la capitalisation boursière composite progresse de 0,6% sous l'effet d'une hausse de 12,3% de la capitalisation du marché des obligations combinée à une baisse de la capitalisation du marché des actions de 4,7%.

Le volume transigé s'élève à 3 860 772 titres, en baisse de 7,9% pour une valeur transigée de 14,38 milliards. La rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 2,33%. Quant au taux de rendement moyen, il s'est affiché à 13,19%. La rentabilité globale moyenne au 31 juillet 2018 s'est située à 6,54% avec un PER moyen de 13,33 et une prime de risque à 1,50%.

Graphique 7 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



**En conclusion** l'activité économique est marquée par des évolutions globalement favorables des secteurs secondaire et tertiaire. En outre, le secteur primaire devrait bénéficier, sur le reste de l'année, de développements favorables, de la poursuite du redressement de la commercialisation de l'anacarde et l'entrée en production de nouvelles plantations d'hévéa. Par ailleurs, concernant les finances publiques, les soldes budgétaires restent maîtrisés. Quant au secteur bancaire, il maintient sa confiance en l'économie. Dans ce contexte, la croissance annuelle du PIB serait soutenue en 2018.

## Tableau de bord

	Variation en glissement annuel									Variations en glissement (cumul de la période)
	nov.-17	déc.-17	janv.-18	fev.-18	mars.-18	avr.-18	mai.-18	juin.-18	juil.-18	
<b>INTERNATIONAL</b>										
Cours du Pétrole brut	33,1%	17,3%	24,7%	16,6%	25,9%	33,8%	49,6%	56,3%	51,1%	36,1%
Cours du cacao	-14,9%	-16,2%	-11,1%	4,4%	21,7%	33,8%	34,1%	20,6%	18,5%	17,0%
Cours de l'euro par rapport au dollar US	8,9%	13,4%	15,0%	16,5%	16,5%	14,3%	6,0%	4,3%	1,6%	10,4%
<b>ACTIVITE NATIONALE</b>										
<b>Primaire</b>										
<b>Agriculture d'exportation</b>										
Cacao*	nc	1,5%	nc	nc	-5,1%	nc	nc	0,0%	nc	nc
Café*	nc	0,0%	nc	nc	286,4%	nc	nc	529,5%	nc	nc
Anacarde	-100,0%	-100,0%	0,0%	-78,1%	-13,9%	15,2%	6,7%	121,4%	179,9%	0,7%
<b>Secondaire</b>										
IHPI global	6,0%	16,7%	3,2%	8,0%	5,1%	-0,1%	1,7%	7,6%	8,6%	4,8%
IHPI hors extraction	10,0%	19,2%	6,6%	9,4%	8,6%	1,7%	2,1%	11,9%	8,2%	6,9%
BTP	15,1%	16,5%	19,2%	25,0%	8,5%	12,7%	52,9%	-6,1%	20,4%	18,2%
Production d'électricité	-2,6%	-2,2%	-4,5%	2,1%	1,7%	1,8%	-2,8%	1,8%	0,6%	0,0%
Production de produits pétroliers	47,1%	14,1%	39,6%	13,8%	1,9%	-18,0%	13,1%	21,5%	5,2%	9,3%
Pétrole brut	-21,6%	-6,0%	-17,9%	-4,4%	-21,7%	-11,3%	-8,8%	-18,9%	nc	nc
Gaz naturel	-21,1%	-12,4%	-13,8%	-6,8%	-5,4%	-10,8%	-5,3%	-4,5%	nc	nc
<b>Tertiaire</b>										
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) <sup>2</sup>	nc	nc	12,2%	11,4%	12,3%	3,7%	5,5%	7,3%	9,2%	8,7%
Trafic global maritime	7,4%	8,3%	12,2%	-8,5%	10,2%	-2,3%	-5,8%	27,9%	1,4%	4,2%
Total voyageurs aérien	10,2%	5,6%	1,7%	2,3%	7,7%	4,0%	-0,5%	8,0%	2,2%	3,6%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	21,0%	46,2%	20,1%	15,1%	13,7%	16,7%	20,3%	33,3%	37,4%	21,4%
<b>Echanges extérieurs<sup>3</sup></b>										
Exportation en valeur	-14,2%	-5,4%	-6,8%	-25,0%	-12,9%	-13,1%	-6,2%	-10,0%	-4,8%	-12,0%
Importation en valeur	17,0%	20,9%	20,3%	21,4%	-4,7%	15,6%	12,7%	16,7%	8,9%	12,4%
Solde commercial	66,95	219,27	132,08	142,13	334,54	129,51	-15,89	-0,07	-105,61	616,7
<b>Financement</b>										
Masse Monétaire (M2)	7,6%	9,2%	9,7%	9,2%	9,3%	10,0%	10,0%	10,9%	nc	nc
Actifs Extérieurs nets	6,1%	0,5%	4,2%	1,4%	50,9%	45,4%	42,9%	0,5%	nc	nc
Créances intérieures	10,2%	14,8%	15,6%	17,7%	5,6%	3,9%	5,3%	15,7%	nc	nc
Créances nettes sur l'Administration Centrale	3,7%	14,9%	18,6%	28,5%	-23,5%	-21,7%	-15,9%	27,8%	nc	nc
Créances sur l'économie	12,4%	14,8%	14,7%	14,1%	14,7%	11,7%	12,5%	13,1%	nc	nc
<b>Finances publiques</b>										
Recettes totales & Dons	-0,4%	0,1%	-2,6%	0,0%	-13,3%	-7,0%	61,4%	7,5%	-2,7%	3,0%
Dépenses totales & Prêts nets	13,0%	38,8%	-4,8%	11,0%	-14,0%	40,4%	-2,4%	6,1%	-4,4%	3,9%
Investissement public	59,1%	97,2%	-14,7%	-0,7%	-48,7%	233,7%	-5,3%	3,2%	-46,7%	-6,1%
Solde budgétaire global <sup>4</sup>	-103,82	-295,81	74,79	-150,36	2,70	-121,68	20,20	-104,00	-205,8	-483,6
<b>Prix à la consommation</b>										
IHPC <sup>5</sup>	0,4%	1,1%	0,2%	-0,6%	0,6%	0,1%	-1,0%	0,4%	0,2%	0,0%
<b>Emploi</b>										
Salariés secteur formel	6,2%	6,5%	6,8%	7,0%	6,8%	7,4%	7,2%	7,6%	7,7%	7,7%
Dont Salariés secteur formel privé	6,9%	7,2%	7,5%	7,5%	7,3%	7,7%	7,7%	8,1%	8,2%	8,2%

Direction Générale de l'Economie

Direction des Prévisions, des Politiques  
et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Tel: (+225)20200958

04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :

Sous-Direction de la Conjoncture

Email : [sd.c.dppse@dge.gouv.ci](mailto:sd.c.dppse@dge.gouv.ci)

Tel : (+225)20200924/20200925

2 : Indice du chiffre d'affaire base 100 : 2013  
3 : Valeurs en milliards de FCFA, hors biens exceptionnels  
4 : Niveau en milliards de FCFA  
\*Données trimestrielles  
5 : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation  
nc : non concerné  
nd : non disponible